

l'armée albanaise; en 1948, elle s'est chargée en plus de son ravitaillement... Grâce à cette aide (l'aide yougoslave en général, et particulièrement sous la forme de crédits) l'Albanie s'est donc trouvée en mesure :

a) d'entretenir, si l'on tient compte de l'étendue et des moyens du pays, une armée importante... »

Il convient de noter que si les crédits ne portant pas d'intérêt et même les dons étaient une preuve de désintéressement, alors le plan Marshall, formé pour les 9/10 de « dons », serait une entreprise socialiste. Quant au Pacte d'Assistance Militaire, nul doute qu'il ne prouve (au même titre que l'équipement de l'armée albanaise par les yougoslaves) les intentions socialistes de l'Etat-Major Américain vis-à-vis des fantassins d'Europe.

Concluons. Que la Russie exploite ses pays satellites — et que ceux-ci tâchent autant que possible de rejeter les uns sur les autres une partie de cette exploitation — par le moyen des « sociétés mixtes » et par la fixation arbitraire du prix d'achat et de vente des produits, ce n'est ni douteux, ni surprenant, sauf peut-être pour ceux qui voient en elle un Etat « ouvrier », une économie « à bases socialistes ». Il s'agit de faits matériels, connus avant la rupture russo-yougoslave, inhérents à la nature même du système bureaucratique. Point n'était besoin des filandreuses platitudes de Popovic pour les comprendre. Ce dernier aurait pu apporter des éléments matériels nouveaux ou plus précis; malheureusement il n'en est rien. Toutes les données de sa brochure sont vagues et imprécises; par ailleurs, même telles qu'elles sont, elles sont inutilisables car ce Monsieur semble souffrir d'une ignorance des fondements même de l'économie politique, qui pour un théoricien eut été néfaste, mais pour un ministre du Commerce Extérieur n'est que la preuve d'un solide esprit pratique (65).

Les produits « idéologiques » de la bureaucratie portent, dans le cas yougoslave comme dans les autres, le sceau du crétinisme de cette formation sociale rétrograde.

(65) Ainsi il range la rente foncière parmi les éléments du capital constant (!) (p. 48, 49, 53); ailleurs, dans ses calculs *sui generis* sur la productivité — et un peu partout — il semble constamment oublier que le capital constant entre dans la valeur du produit et que si les mineurs hongrois produisent 50 % de plus par tête et par an que les mineurs yougoslaves, cela peut tenir aussi à des différences dans la composition organique du capital, particulièrement dans la valeur de l'outillage.

L'AVENIR DU TITISME

Ce qui a été dit plus haut sur l'impérialisme actuel, et particulièrement sur l'impérialisme bureaucratique, contient la réponse au problème de l'avenir du titisme : le titisme est l'expression la plus achevée de la lutte des bureaucraties locales contre la bureaucratie centrale; il devrait donc se développer, au fur et à mesure que la bureaucratie accède au pouvoir dans de nouveaux pays. Mais l'extension du pouvoir de la bureaucratie s'effectue à une époque, où la concentration internationale des forces productives pose directement aux deux impérialismes en présence le problème de la domination mondiale. Des deux processus parallèles — apparition de tendances centrifuges accompagnant l'extension de la bureaucratie et accroissement énorme du pouvoir et de la puissance de la bureaucratie centrale, accélérant la concentration internationale — c'est le deuxième qui est historiquement le plus fort, et qui l'emporterait incontestablement, si la révolution prolétarienne échouait. On peut donc finalement dire que le titisme exprime une tendance permanente des bureaucraties subordonnées, sans aucune chance historique de réalisation quelconque.

Cela se traduit concrètement par la constatation évidente que la Yougoslavie en tant qu'état bureaucratique indépendant sera broyée par l'explosion de la troisième guerre mondiale, et qu'elle ne pourra plus se reconstituer de la même manière, quelle que soit l'issue de cette guerre. La condition de son existence actuelle est l'équilibre relatif des forces entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., — équilibre qui rend également possible l'interlude « pacifique » de la guerre froide — et cet équilibre sera définitivement supprimé par la guerre et ses résultats.

Il est superflu d'expliquer pourquoi une révolution prolétarienne victorieuse, signifierait la liquidation impitoyable de la bureaucratie titiste, au même titre que de la bureaucratie russe ou des trusts américains. Il est tout aussi aisé de comprendre que dans le cas d'une victoire totale d'un des deux impérialismes en présence des révoltes ouvertes comme celle de Tito deviendraient impossibles; elles seraient rapidement liquidées si, par miracle, elles arrivaient à se manifester. Reste

la question de l'évolution possible de ce régime d'ici la guerre. Laissant de côté pour l'instant l'idée absurde et ridicule d'une évolution « progressive » de ce régime vers un pouvoir ouvrier (66), nous devons envisager son sort par rapport aux possibilités qui se présentent : intégration directe à l'un ou à l'autre des deux blocs en présence, ou consolidation provisoire de la bureaucratie titiste en tant que bureaucratie « indépendante ».

L'intégration de la Yougoslavie dans le bloc russe est apparue comme impossible dès les premiers mois de la rupture entre Belgrade et Moscou. Il ne peut être question de conciliation entre Tito et Staline. D'autre part le renversement violent de la bureaucratie titiste au profit du Kominform ne pourrait pas se faire par une « révolution » intérieure. Aucune force sociale en Yougoslavie ne désire lutter contre Tito pour amener au pouvoir une fraction pro-russe : ni la bureaucratie nationale, dont le titisme exprime les intérêts de la façon la plus directe, ni les travailleurs exploités de la ville et de la campagne qui, faisant l'expérience de la bureaucratie yougoslave, font en même temps l'expérience de toute bureaucratie, ni ce qui reste de la paysannerie aisée, qui voit dans Tito un relatif moindre mal. Les kominformistes en Yougoslavie ne peuvent se recruter qu'auprès des quelques bureaucrates mécontents et intrigants, à l'action desquels la police vigilante de Rankovitch pose des limites bien précises.

On connaît par ailleurs les facteurs qui excluent actuellement l'intervention militaire directe des Russes en Yougoslavie ou qui en feraient, si elle se produisait, un préparatif immédiat à la guerre.

Il faut également exclure la possibilité d'une intégration directe de la Yougoslavie au bloc américain. Théoriquement, cette intégration ne signifierait pas nécessairement le retour de l'économie yougoslave aux formes de propriété et de gestion privée prévalent en Occident; elle ne serait pas incompatible avec le maintien des formes étatiques et le pouvoir de la bureaucratie, pourvu que cette dernière accepte le contrôle du capital américain et la participation de celui-ci à l'exploitation du pays. Mais, dans la situation actuelle, ce contrôle et cette participation sont inacceptables pour la bureaucratie yougoslave; sa révolte contre le Kremlin a été déterminée précisément par sa volonté de les éviter. Les attaches traditionnelles qui, dans les pays d'Europe Occidentale, amal-

(66) Nous parlerons de cette conception dans la conclusion de cet article.

gament les capitaux nationaux au capital américain et rendent ainsi la vassalisation des bourgeoisies européennes par les U.S.A. beaucoup plus supportable pour celles-là, ces attaches ont été rompues en Yougoslavie, et l'étatisation, quasi-intégrale de l'économie yougoslave rend presque impossible leur réapparition. Ce qui compte le plus, c'est que pendant la période en cours la bureaucratie yougoslave a non seulement la volonté — ce qui en définitive compte peu — mais la possibilité provisoire mais réelle de résister à cette intégration.

On ne peut en juger qu'en discutant de la troisième éventualité : la consolidation de la bureaucratie yougoslave comme bureaucratie « indépendante ». Cette « indépendance » est à la longue impossible : à la fois pour des raisons économiques et des raisons politiques, qui, en définitive ne sont que deux aspects d'une même chose, la Yougoslavie ne peut que s'intégrer en définitive à un système plus vaste. Sur le plan économique cela signifie que la production yougoslave ne peut pas se suffire à elle-même; soit par la voie d'une planification intégratative, soit par la voie des échanges et du marché, elle doit se lier à la production mondiale. Sur le plan politique, elle n'aura pas à la longue la force de résister à un impérialisme dominant le monde.

Nous sommes ainsi amenés à reprendre la discussion de la théorie du « Socialisme dans un seul pays » — ou plutôt, d'un bureaucratisme dans un seul pays — sur la base beaucoup plus concrète qu'offre l'histoire de ce dernier quart de siècle. L'idée selon laquelle la construction du socialisme dans un seul pays est impossible n'a plus besoin d'être prouvée; on doit cependant aujourd'hui la préciser, beaucoup plus qu'on n'a pu le faire en 1924 ou 1927.

La critique que Trotsky exerça contre la « conception » stalinienne du socialisme dans un seul pays, pour juste qu'elle ait été dans sa conclusion formelle, se fondait sur des idées largement fausses du point de vue du contenu. Ces idées étaient principalement :

a) la dépendance de l'économie de tout pays face à l'économie mondiale *exprimée directement comme faiblesse concurrentielle de ce pays isolé sur le marché mondial;*

b) le résultat de cette dépendance étant l'alliance du capital international et des éléments bourgeois-capitalistes dans ce pays, amenant donc une subordination croissante de l'industrie nationalisée au capital privé, et, par voie de con-

séquence, la possibilité (67) de la restauration de la bourgeoisie traditionnelle;

c) enfin, la dépendance du pays face à l'économie mondiale devrait s'exprimer surtout par sa défaite économique ou politique dans la lutte contre les concurrents capitalistes et en aucun cas par sa victoire sur eux.

Ces idées méconnaissaient complètement les lignes d'évolution de l'économie contemporaine, dont les contradictions se situent sur un plan beaucoup plus profond que celui du « marché » et de la « propriété privée ». La bureaucratie stalinienne répondait avec raison à Trotsky que le « monopole du commerce extérieur » pouvait protéger une économie comme celle de la Russie des « fluctuations du marché mondial » et qu'à l'abri de ce monopole, l'économie russe pouvait se développer. Seulement, ce qui pouvait se développer et qui se développa effectivement de cette manière, n'était évidemment pas une économie socialiste, mais une économie capitaliste bureaucratique. Ce que Trots y avait sousestimé en l'occurrence, c'était que le « monopole du commerce extérieur » n'était qu'une forme par laquelle s'exprimait, dans la période décadente du capitalisme, la rupture du marché mondial traditionnel. En appliquant rigoureusement ce monopole, la bureaucratie russe se soustrayait à la division internationale du travail. Est-ce que cela voulait dire que la prédominance de l'économie mondiale sur une économie nationale était supprimée ? Certainement pas; mais cette prédominance ne pouvait plus s'exprimer par le biais traditionnel de l'« invasion de marchandises à bas prix »; elle ne pouvait pas non plus prendre la forme de la dépendance de la Russie par rapport à l'approvisionnement en produits qui lui manquaient, ceci à cause d'un facteur « conjoncturel » important, c'est-à-dire la grande richesse naturelle du pays (68).

Il est évident qu'en « sortant » ainsi de la division internationale du travail, la Russie subissait des grandes pertes du point de vue de la rentabilité économique, et que d'autre part

(67) Et même, abstraction faite de la révolution prolétarienne, la nécessité de cette restauration.

(68) Les quelques matières premières inexistantes en Russie (p. ex. caoutchouc) et l'équipement hautement spécialisé pour certaines productions lui ont été fournies par le marché capitaliste, qui, à l'époque, séparait encore suffisamment le profit économique et les opérations politiques pour ne pas être incommodé par la couleur de l'argent russe, ce qui reste relativement vrai encore maintenant. La Russie payait par ses produits, vendus le plus souvent au-dessous de leur prix international (le fameux « dumping » russe) indépendamment de leur coût de production et des besoins mêmes du pays. À travers tout cela, il ne faut pas oublier que la valeur et le volume du commerce russe avec les pays bourgeois ont constamment diminué depuis 1929.

elle restait face à face avec sa pénurie extraordinaire de capital. Mais il est aussi évident que la rentabilité économique immédiate ne pouvait qu'être subordonnée par la bureaucratie à ses besoins et ses intérêts totaux — et en premier lieu aux impératifs de son existence pure et simple — et que la solution au problème de la pénurie en capital a été donnée par l'exploitation effrénée des masses.

Ainsi étaient en même temps supprimées les possibilités de « pénétration du capital privé » en Russie, seule base théoriquement plausible de la restauration bourgeoise, puisque la bourgeoisie paysanne ou urbaine russe était impitoyablement broyée par la bureaucratie et se révélait incapable de résister à l'économie étatique.

En fin de compte, la dépendance de la Russie face à l'économie mondiale s'est bel et bien manifestée en 1941, mais non pas sur le plan du « marché mondial », mais sur le plan de la guerre, qui a directement réintégré l'économie bureaucratique à l'économie internationale, cette fois au niveau de la lutte pour la domination mondiale. De cette guerre, la bureaucratie russe est sortie victorieuse (prouvant ainsi la viabilité et même la supériorité du capitalisme bureaucratique en tant que système d'exploitation face aux formes capitalistes traditionnelles), mais a ainsi démoli elle-même la théorie du « socialisme dans un seul pays » : l'économie bureaucratique a dû lutter par les armes pour sa conservation, et la situation d'après-guerre a prouvé que les contradictions du capitalisme bureaucratique conduisent à une expansion impérialiste non moins que celles du capitalisme financier.

L'expérience prouve donc que la possibilité d'existence indépendante pour une économie bureaucratique pendant une période donnée (69) est une question concrète, dont la solution dépend de la configuration des facteurs essentiels dans la conjoncture. Pour la bureaucratie russe, par exemple, — abstraction faite du soutien que le prolétariat mondial accorda activement à la Révolution Russe et à ceux qu'il croyait à tort être ses héritiers — ces facteurs, qui ont permis sa consolidation et son développement d'abord, sa survie victorieuse ensuite pendant la guerre, furent l'étendue et les richesses naturelles du pays, l'équilibre de Versailles et l'âpreté du conflit qui opposait les uns aux autres les impérialismes occidentaux jusqu'à 1945. Une modification dans ces facteurs

(69) Sur le plan historique, nous avons déjà dit que l'« indépendance » se confondant avec la domination mondiale, n'est à la longue possible que pour un seul État.

n'aurait certainement pas altéré le développement fondamental de l'économie et de la société modernes vers l'étatisation, mais aurait pu en changer les rythmes et les modalités.

Il s'agit maintenant de concrétiser ce raisonnement dans le cas de la Yougoslavie.

Si le monde était fait d'économie pure, la bureaucratie en Yougoslavie serait dans une situation désespérée. Aucune comparaison n'est évidemment possible entre la Yougoslavie de 1948 et la Russie de 1928, ni du point de vue de l'étendue et des richesses naturelles, ni du point de vue du développement industriel préexistant. Malgré sa grande dépendance par rapport à l'économie mondiale, la Russie tsariste de 1913 était la cinquième puissance industrielle du monde, possédant déjà une industrie lourde extrêmement concentrée et moderne; à part des exceptions insignifiantes, toutes les matières premières et les cultures agricoles existaient dans cet immense pays. Le problème qui se posait était un problème d'accumulation de capital parallèlement à une assimilation des techniques industrielles modernes. Ce problème pouvait être résolu et l'a été par l'exploitation intense de la population travailleuse, car les facteurs physiques et humains de la solution étaient donnés. Rien de pareil en Yougoslavie; le fait que des richesses naturelles « nouvelles » peuvent être exploitées maintenant et que l'on peut créer certaines industries de transformation ne peut pas masquer cette vérité évidente : par son étendue limitée, son héritage d'arriération, ses données naturelles insuffisantes la Yougoslavie ne pourrait sortir de la division internationale du travail qu'en maintenant son économie dans des niveaux de stagnation absolue. Il est évident que ceci est impossible; l'existence de la bureaucratie, plus encore que celle de la bourgeoisie, est inséparable du développement industriel. Il est de plus évident que ce développement ne fera qu'accroître sa dépendance par rapport aux pays avancés. Il serait superflu de rappeler ici l'énorme spécialisation — et par conséquent dépendance — qu'implique l'industrie moderne, et le fait que dans l'ère capitaliste deux pays seulement — l'Amérique et la Russie — sont parvenus à créer, d'une manière ou d'une autre, un circuit productif, approximativement fermé sur lui-même (du point de vue technique, et non évidemment du point de vue économique).

L'« industrialisation » de la Yougoslavie serait hors de discussion, si ce pays ne pouvait trouver à l'étranger à la fois

l'équipement nécessaire et les crédits pour l'acheter. Cet équipement une fois installé, il faudra l'entretenir, le renouveler et l'étendre. Pour tout le laps de temps dont on peut raisonnablement discuter, l'« industrialisation » ne signifiera nullement une diminution de la dépendance du pays par rapport aux pays industriels fournisseurs d'équipement; elle signifiera même une accentuation de cette dépendance du point de vue qualitatif (70).

A l'opposé donc de la Russie, la dépendance de la Yougoslavie par rapport à l'économie mondiale ne se manifeste pas seulement d'une manière dérivée et dans la perspective, mais directement et immédiatement. Ici il ne s'agit pas simplement des contradictions internes insolubles d'une société d'exploitation et du complexe défense-attaque, qui poussent à la lutte pour la domination mondiale; il s'agit déjà de l'impossibilité d'échapper à la division internationale du travail. Il s'agit donc de l'impossibilité d'échapper aux « échanges » avec les pays capitalistes, sous la forme que ces échanges ont pris actuellement, c'est-à-dire la dépendance par rapport à l'impérialisme américain et le contrôle absolu de celui-ci. Le monopole du commerce extérieur pourrait empêcher que cette intégration à l'économie capitaliste internationale ne prenne la forme de l'« invasion de marchandises à bon marché », mais ne saurait constituer un obstacle sérieux à l'installation du contrôle américain sur le pays.

Mais l'économie pure est une abstraction. L'économie, la politique et la stratégie sont actuellement intégrées à un tel point que des actions du point de vue « purement économique » absurdes, sont d'une nécessité évidente du point de vue des intérêts généraux des classes dominantes. Le critère de la rentabilité purement et directement économique tend à être remplacé de plus en plus par le critère d'une rentabilité totale, consistant dans la meilleure défense des intérêts universels de la classe exploiteuse, intérêts qui souvent s'opposent au « profit maximum » à retirer de chaque opération concrète et dépassent celui-ci. Ainsi, dans le cas concret de la Yougoslavie, tout un complexe de raisons politiques et stratégiques fait qu'il eut été absurde pour le bloc occidental et particulièrement pour les Etats-Unis de poser des conditions

(70) Un pays agraire arriéré, même s'il importe pour ses besoins courants beaucoup plus qu'un pays industriellement développé, peut subir beaucoup plus facilement une réduction ou une interruption totale de ses importations, en se repliant sur sa propre production rudimentaire. Un tel repli signifie la mort pour l'industrie d'un pays développé — à moins que ce développement n'ait pris des proportions gigantesques.

économiques, même de poser n'importe quelle condition à l'aide qu'ils accordent à Tito sous forme de crédits ou de levée en faveur de la Yougoslavie du blocus commercial qu'ils tentent d'imposer aux pays de la zone orientale. Qu'ils essaient d'obtenir le maximum de concessions de la bureaucratie titiste est parfaitement possible; qu'ils fassent de ces concessions une condition *sine qua non* de leur aide est absolument exclu, étant donné que la fonction essentielle de la Yougoslavie pour les Etats-Unis est de consolider la rupture sur un point essentiel du bloc soviétique et de donner un exemple aux bureaucrates des autres pays satellites. Face à ces facteurs généraux, les quelques dollars que sous une forme ou une autre la participation à l'exploitation de la Yougoslavie pourrait lui procurer ne pèsent pas lourd pour l'impérialisme américain. L'aide à la Yougoslavie entre dans les frais généraux de la préparation de la troisième guerre mondiale.

C'est en exploitant cette situation que Tito pourra continuer sa danse sur la corde raide aussi longtemps que la guerre froide durera.

PROLETARIAT ET TITISME

Le critère de l'attitude des militants ouvriers face à la bureaucratie titiste ne peut pas être fourni par des considérations conjoncturelles (« crise » créée par le titisme au sein des partis staliniens, « enthousiasme » des travailleurs yougoslaves par le plan quinquennal, etc...) mais par l'analyse de sa nature sociale et de son rôle historique. Aux questions qui se posent donc de ce point de vue : quelle est la nature du régime économique et social existant en Yougoslavie ? que représente la bureaucratie titiste ? quel est le caractère de sa lutte contre le Kremlin ? il nous sera facile de répondre maintenant sur la base de l'analyse fournie précédemment.

L'économie yougoslave est basée sur l'exploitation des travailleurs. De même qu'en Russie ou dans les pays capitalistes occidentaux, les travailleurs sont dans la production des simples exécutants. La gestion de la production, l'orientation de l'accumulation, la répartition du produit consommable, sont en tant que fonctions économiques, monopolisées par la

bureaucratie et exercées par celle-ci dans ses intérêts. Ces traits définissent une société d'exploitation et, dans la phase historique actuelle une société capitaliste bureaucratique.

Face à cet élément primordial, le fait que le taux de l'exploitation en Yougoslavie est plus ou moins grand, que la plus-value accaparée par la bureaucratie est utilisée dans telle ou telle proportion pour l'accumulation ou pour sa consommation improductive n'a qu'une importance absolument secondaire. La nature fondamentale du régime d'exploitation ne change pas si en Australie, pour prendre un exemple arbitraire, le taux de l'exploitation est moins élevé qu'en Espagne, et les Etats-Unis n'ont pas cessé d'être le modèle de la société capitaliste, lorsqu'entre 1941 et 1944, une énorme partie de la plus-value produite était immédiatement réinvestie dans la production.

En fait nous avons vu que le taux d'exploitation en Yougoslavie doit être énorme. Nous avons vu également que la partie du produit de cette exploitation utilisée par la bureaucratie yougoslave pour l'accumulation aux dépens de sa consommation improductive, est beaucoup plus grande que ce n'est le cas en Russie, par exemple. Mais la différence est uniquement quantitative et s'amenuisera avec le temps. La consommation improductive de la bureaucratie russe n'est devenue énorme et n'a commencé à se refléter dans l'orientation de l'accumulation qu'après la première décennie de son accession au pouvoir. Pendant toute une période, la bureaucratie yougoslave devra, si elle veut exister, développer son économie avant de pouvoir penser à autre chose et sera obligée de faire passer la production ou l'importation de moyens de production avant celle d'automobiles de luxe ou de fourrures. Sa « frugalité » actuelle ne nous attendrit pas davantage que l'avarice des bourgeois puritains du début du capitalisme, pour lesquels l'extension de leur capital était la seule chose qui comptait (71).

Mais le développement de la bureaucratie a sa logique interne. Au fur et à mesure que l'économie yougoslave s'industrialisera, la bureaucratie s'étendra, elle se consolidera, et elle différenciera de plus en plus ses revenus consommables de ceux du reste de la population. Ainsi, les revenus bureaucratiques créant une demande de produits correspondants, la

(71) « Accumulez, accumulez, voilà les Lois et les Prophètes ! » (K. Marx, Le Capital.)

structure de classe de la société se reflétera inévitablement dans l'orientation de l'accumulation elle-même. La part relative des produits consommables par la bureaucratie dans la production et l'importation de biens s'accroîtra aux dépens de celle des moyens de production, et l'accumulation devant rester au même niveau, l'exploitation du prolétariat ne pourra que s'accroître encore.

Une fois le caractère réactionnaire et exploiteur de la bureaucratie yougoslave établi, le conflit qui l'oppose à la bureaucratie moscovite apparaît sous son véritable jour : la lutte entre deux exploiters pour un partage différent du produit de l'exploitation. Une telle lutte n'a rien à voir avec la lutte du prolétariat : celui-ci ne peut qu'utiliser les difficultés qu'elle provoque chez la classe dominante pour développer son action subversive. Le caractère prétendument « national » de la lutte titiste ne peut rien changer à cela : soutenir Tito en Yougoslavie sous prétexte de lutter contre l'asservissement du pays par la Russie ne serait pas moins réactionnaire que de soutenir en Allemagne un parti nationaliste bourgeois voulant expulser les Américains et restaurer l'« indépendance » de l'Allemagne — en fait, des exploiters allemands. A l'époque du capitalisme décadent, l'« indépendance nationale » est une idée à la fois utopique et réactionnaire. Utopique, parce que le cadre de la « nation » est constamment brisé et dépassé par l'internationalisation croissante des forces productives et de la vie sociale. Que ce soit sous la forme de la domination mondiale d'un seul Etat, ou sous la forme du pouvoir mondial du prolétariat, l'« indépendance nationale » est irrémédiablement condamnée à disparaître. Réactionnaire, car la lutte « pour l'indépendance nationale » reste un des principaux moyens d'asservissement idéologique et politique du prolétariat à sa bourgeoisie ou à sa bureaucratie « nationales ». L'intensification et l'extension incontestable de l'oppression nationale à l'époque actuelle ne pourra être supprimée que par la révolution socialiste; liée directement au problème de l'Etat et de ses rapports avec le monde, la solution de la question nationale implique directement une transformation radicale des rapports sociaux et politiques à l'échelle mondiale, et en tant que telle elle est partie intégrante du programme de la révolution prolétarienne. Laisser seulement supposer qu'il y a dans le cadre des rapports d'exploitation, une forme spécifique quelconque de lutte « nationale » possible pour le prolétariat, c'est participer directement à la

mystification des exploités au profit d'une couche nationale quelconque d'exploiteurs.

Il est caractéristique qu'à l'opposé de ce qui s'est produit avec la Révolution russe de 1917, ou avec la guerre civile espagnole de 1936, la pseudo « révolution » yougoslave n'a eu pratiquement aucun écho au sein du prolétariat international. Il n'y a là rien que de très naturel. Rien de plus naturel aussi, si jusqu'ici l'affaire yougoslave n'a provoqué de réactions qu'auprès de certains intellectuels staliniens, auprès de certains vassaux du P.C. aspirant à un peu plus d'indépendance dans le cadre de la fidélité à la bureaucratie (c'est le cas de la fraction protitiste du P.S.U.), auprès des banqueroutiers désemparés que sont les ex-trotskistes droitiers du R.D.R., enfin auprès des dirigeants trotskistes, en quête désespérée d'une « réalité » quelconque où s'accrocher.

Le cas des intellectuels staliniens genre Cassou et Cie ou des titistes du P.S.U. n'est guère intéressant. Après s'être, des années durant, empalés eux-mêmes sur les poutres du stalinisme, avoir pataugé dans la boue et avalé tous les crimes et toutes les trahisons, ils sont révoltés aujourd'hui par la paille des accusations de « mauvaise foi » du Kominform contre Tito. Des militants révolutionnaires et des ouvriers assassinés depuis vingt ans aux quatre coins du monde par Staline, de l'exploitation et de la terreur que subit le prolétariat russe, ils s'en moquent; mais Tito et sa clique les intéresse au plus haut point. C'est que dans son sort, ils défendent le leur; ils demandent, tout au moins aussi longtemps qu'ils seront les plus faibles, que la dictature de la bureaucratie soit un peu une « démocratie » pour les bureaucrates eux-mêmes.

L'aventure titiste des dirigeants trotskistes est plus instructive. Le passage de la direction trotskiste, avec armes et bagages, dans le camp de la bureaucratie prouve la faillite définitive de la plateforme trotskiste; l'incapacité de s'orienter dans l'histoire contemporaine, d'analyser correctement l'avènement de la bureaucratie et d'en tirer les conclusions politiques nécessaires sont à la base de la capitulation devant la bureaucratie qui est le contenu le plus clair du « titisme » de la IV^e Internationale (72). Il est ainsi prouvé que, pendant les

(72) V. l'analyse de cette évolution idéologique du trotskisme dans la « Lettre ouverte au P.C.I. » publiée dans le n° 1 de cette revue (particulièrement p. 98) et dans l'artiste de Cl. Montal, publié dans le n° 4 (« Le trotskisme au service du titisme », p. 87-92).

époques critiques de l'histoire, la soi-disante « fidélité », a des idées périmées équivalent à la pire trahison de la lutte de classe.

Le battage hystérique mené actuellement par les trotskistes et quelques consorts douteux autour de la « révolution » yougoslave ne les mènera pas loin. Les ouvriers d'avant-garde qui ont fait l'expérience de la bureaucratisation, et qui en ont dégagé les conclusions nécessaires ne se battront pas pour la défense d'une autre bureaucratie. Le seul fruit que les dirigeants trotskistes retireront de leur campagne seront les coups de pied dont Tito les gratifie constamment (73).

L'avant-garde ouvrière tirera les conclusions précieuses qui se dégagent de l'affaire yougoslave, en comprenant que la bureaucratie constitue actuellement une réalité historique, et que les bases de son pouvoir se trouvent dans l'expropriation du prolétariat, dans la monopolisation par une couche sociale de la gestion de l'économie et de l'état. Pour les fractions du prolétariat qui suivent encore le stalinisme, l'expérience yougoslave sera un ferment dont pourra germer l'esprit critique face au stalinisme et à la bureaucratie, quel que soit sa nationalité. Ce sont là, et non dans la mobilisation des ouvriers au service de la bureaucratie yougoslave, les résultats positifs que nous pouvons attendre de l'affaire Tito.

PIERRE CHAULIEU,

GEORGES DUPONT.

(73) Voici un passage édifiant d'un discours d'un ministre yougoslave : « les divers types suspects rassemblés autour d'une IV^e Internationale, divers espions impérialistes, etc... » (Tanyug, Bulletin d'Information, n° 86, p. 3. C'est de ce Bulletin d'Information que « La Vérité » recommande instamment la lecture à la classe ouvrière). Les trotskistes « expliquent » ces ignobles calomnies par l'« ignorance » dans laquelle se trouvent les dirigeants titistes de la véritable nature de la IV^e Internationale. Comme disait Socrate, « nul n'est méchant volontairement ».

LA GUERRE ET NOTRE EPOQUE

(suite)

I. — PROLETARIAT ET DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

FACE A LA GUERRE

Au seuil de ce second article sur la guerre et notre époque, il n'est pas inutile de préciser à nouveau les raisons qui nous poussent à porter un intérêt tout à fait particulier aux problèmes qui sont posés au prolétariat par le déclenchement successif sur une échelle chaque fois élargie, de guerres entre les grandes puissances exploitrices du monde.

Précédemment, nous avons insisté essentiellement sur nos raisons générales. C'était tout d'abord parce que « toutes les couches de la population sentent peser lourdement sur elles la menace d'une guerre terrible qu'elles sentent et savent inéluctable, parce qu'elles ont le sentiment que la guerre est rentrée dans le mécanisme même de la société moderne, bien qu'elles ne sachent pas exactement pourquoi ni quel est ce mécanisme ». C'était ensuite parce que ce même sentiment que nous partageons avec la quasi totalité de l'humanité, mis à part quelques « théoriciens » marxistes qui nous accusent assez risiblement de vouloir jouer aux originaux, nous a amené à énoncer sur le plan théorique que cette guerre qui pèse sur la destinée du monde moderne constitue « la clé de voûte de toute conception de l'histoire contemporaine et de la politique révolutionnaire à notre époque ». Nous pensons, en effet, qu'elle exprimera « un moment décisif de l'évolution du système mondial d'exploit-